

Journal des guerres de l' Otan

N° 80 du 13.01.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire..

Tiré à part :

Quelles sont les chances de mourir dans un crash d'avion causé par une attaque terroriste ?

1 Politique

L'Otan & alliés

UE : M. Rasmussen plaide pour un rapprochement avec la Turquie.

2 Dans les coulisses

Gates cherche une nouvelle équipe pour les assassinats ciblés.

3 Dossiers

3-1 M K Bhadrakumar : L'Otan tisse son réseau en Asie du Sud.

3-2 Rick Rozoff : Aux quatre points cardinaux: le Canada mène les affrontements de l'OTAN avec la Russie dans le Nord.

Tiré à part :

Quelles sont les chances de mourir dans un crash d'avion causé par une attaque terroriste ?

Selon le Prof. Paul Campos, juriste à l'Université de Colorado (Boulder, Co.) elles sont de 1 sur 25 millions, soit quasiment proches de zéro.

En comparaison, les chances de mourir dans un accident d'avion « standard » sont de une sur 9,2 millions, selon les données compilées par la base de données « OAG Aviation Database » aux Etats-unis. Cela signifie que, en moyenne, un pilote d'avion tue bien plus de personnes qu'un terroriste.

Dans la même veine, aux Etats-unis, vous avez 87 fois plus de chances de mourir par noyade que dans un attentat terroriste et 50 fois plus de chances de mourir en étant frappé par la foudre.

Quand aux victimes des bavures policières, elles sont 8 fois plus nombreuses que celles des terroristes, si l'on en croit les chiffres pour 2004 du National Safety Council. Aux Etats-unis, la police tue donc huit fois plus de personnes que ne le font les terroristes – et ces chiffres incluent les morts du 11 septembre 2001!

Pour le professeur Campos, le risque d'une attaque terroriste est donc tellement infinitésimal et son impact tellement insignifiant d'un point de vue relatif, qu'il n'y a aucune justification rationnelle d'accepter une violation de nos libertés civiques à un degré comme celui que nous voyons ces 10 dernières années, simplement pour tenter d'éviter l'occurrence d'une anomalie statistique.

A l'heure où les gouvernements investissent des milliards de l'argent du contribuable dans des technologies de surveillance toujours plus sophistiquées, au nom de notre « protection », il est bon de poser la question pour savoir quelle est exactement la réalité de cette menace, contre laquelle on affirme nous protéger... un peu comme les batteries anti-missiles que les Etats-unis installent en Europe afin de prévenir une attaque de la part de l'Iran.... qui n'a pas de missiles capables d'atteindre l'Europe !

1 Politique

L'Otan & alliés

UE : M. Rasmussen plaide pour un rapprochement avec la Turquie.

Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen insiste auprès des pays de l'Union européenne pour qu'ils développent leurs relations militaires avec la Turquie, levant ainsi un obstacle à la normalisation des relations UE-OTAN. A l'issue d'une réunion avec les ministres européens de la Défense, Anders Fogh Rasmussen a déclaré qu'il faudrait « conclure un accord de sécurité avec la Turquie et lui donner une place dans l'Agence Européenne de Défense (AED) ». D'autre part, a-t-il ajouté, il faudrait « mettre l'accent sur le fait que la coopération doit impliquer tous les pays de l'OTAN et de l'UE » sans exception.

Toutefois, M. Rasmussen a reconnu que le « problème de fond, c'est-à-dire la division de Chypre ainsi que la querelle correspondante, persiste ». La Turquie n'est pas membre de l'Union européenne mais bien de l'OTAN et la Chypre, au contraire appartient à l'UE mais pas à l'OTAN.

Ce différend a paralysé toutes les tentatives menées jusqu'à présent pour que les rapports entre les deux organisations n'en pâtissent pas. Aujourd'hui par exemple, l'UE et l'OTAN ne peuvent échanger d'informations sensibles bien qu'elles mènent des opérations côte-à-côte exigeant une parfaite coordination, comme en Afghanistan, au Kosovo et au large de la Somalie. Refusant de parler de blocage, M. Rasmussen a néanmoins assuré qu'un « pas en avant » avait été fait durant le sommet de l'OTAN. Ce dernier a fixé le 20 novembre à Lisbonne, un « cadre politique » aux futurs rapports de coopération entre les deux organisations.

Les dirigeants de l'Alliance atlantique ont reconnu le rôle de l'UE en tant que partenaire privilégié dans les opérations de stabilisation. Cependant, a souligné M. Rasmussen, « nous avons besoin de mesures concrètes » pour surmonter ce problème turco-chypriote, qui empêche l'OTAN et l'UE d'avoir des relations normales et formelles.

[Le Vif avec Belga](#)

jeudi 09 décembre 2010

2 Dans les coulisses

Gates cherche une nouvelle équipe pour les assassinats ciblés.

Le secrétaire à la Défense Robert Gates s'apprêterait à nommer un nouvel assistant pour les Opérations spéciales, les Conflits de basse intensité et les Moyens interdépendants : le Michael A. Sheehan.

Le colonel Sheehan est un spécialiste de longue date des assassinats ciblés. Il s'est notamment illustré dans l'armée de terre au Panama et au Salvador sous uniforme US, puis en Somalie et à Haïti sous casque bleu. Il passa au civil et fut nommé ambassadeur itinérant pour le contre-terrorisme, puis directeur adjoint des Forces de maintien de la paix des Nations Unies.

Il pourrait être secondé dans ses nouvelles fonctions par Mark Lippert, l'ancien conseiller militaire du sénateur Barack Obama, puis adjoint du conseiller national de sécurité du président Obama. Lippert, termine une année de formation qui l'a éloigné des arcanes du pouvoir.

John Nagl je joindrait à cette équipe. Le colonel Nagl est un des intellectuels qui entourent le général David Petraeus. Il préside aujourd'hui le Center for a New American Security.

La fonction d'Assistant secrétaire à la Défense pour les Opérations spéciales, les Conflits de basse intensité et les Moyens interdépendants consiste principalement à planifier les missions commando secrètes et les attaques par drone, afin d'assassiner des « cibles militaires », n'importe où dans le monde.

Le président Obama a augmenté les moyens et le nombre de « missions noires » par rapport à ses prédécesseurs. Il les a étendu à 75 Etats (contre 60 pour Bush Jr.), le meurtre tous azimuts permettant d'éliminer à moindre frais les oppositions à l'impérialisme.

- *Sur la théorie des assassinats ciblés dans le cadre des opérations de contre-insurrection, lire « Opération Phénix », par Arthur Lopic, Réseau Voltaire, 16 novembre 2004*

Réseau Voltaire, 5 janvier 2011

<http://www.voltairenet.org/article168011.html>

<http://www.voltairenet.org/article15519.html>

- « Obama augmente les assassinats ciblés », Réseau Voltaire, 5 juin 2010

<http://www.voltairenet.org/article165698.html>

3 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 M K Bhadrakumar : L'Otan tisse son réseau en Asie du Sud.

Texte extrêmement intéressant, sur les divers buts de guerre de l'Otan en Afghanistan en particulier

« les lamentations sur un repli imminent de l'Otan de l'arène mondiale en tant qu'alliance militaire ont globalement pris fin à Lisbonne. Il est manifeste que les Etats-Unis [...] ont l'intention de se servir de l'Otan comme de l'instrument clé leur permettant d'exercer leur influence au niveau mondial et d'empêcher l'émergence de tout siège de pouvoir indépendant qui contesterait sa prédominance.[...]

L'Inde verrait des avantages à ce que l'Otan travaille effectivement à une stratégie pour « encercler » la Chine en Asie Centrale. La base américaine de Manas, au Kirghizstan, l'installation d'une flotte d'AWACS (airborne warning and control system [système de détection et de commandement aéroporté]) en Afghanistan, etc., donnent déjà à l'alliance une certaine capacité pour contrôler les régions du Xinjiang et du Tibet.[...]

Ce pipeline [TAPI] signifie un progrès dans les vieux efforts occidentaux d'accéder à la fabuleuse richesse minérale de la Caspienne de la région d'Asie Centrale. Washington a été le saint patron du concept TAPI depuis le début des années 90, lorsque les Talibans étaient conçus comme son aurige afghan. [...]. La mise en service proposée du TAPI coïncide avec le calendrier 2014 pour la fin de la mission de combat » de l'Otan en Afghanistan. La « montée en puissance » [surge] des Etats-Unis se concentre sur les provinces du Helmand et de Kandahar, à travers lesquelles le pipeline devrait finir par passer. Quelle série étonnante de coïncidences !

Il incombe à chacun des pays de transit de sécuriser ce pipeline. (...). Mais alors, il va sans dire que Kaboul s'attendra à ce que l'Otan fournisse la couverture de sécurité, laquelle, en échange, nécessitera une présence militaire occidentale à long-terme en Afghanistan

L'Otan tisse son réseau en Asie du Sud

Ce à quoi la réunion au sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le mois dernier à Lisbonne, faisait presque instinctivement penser était que les rumeurs persistantes sur la mort de l'alliance étaient vraiment très exagérées. La chose frappante était le degré d'unité interne et la détermination apparente parmi les 28 membres de l'alliance.

Ces dernières années, une profusion de récusations moqueuses sur « l'insignifiance dysfonctionnelle » de l'OTAN et sur une alliance dépeinte comme une « relique de la Guerre Froide » ont émaillé les discours internationaux. L'Asie du Sud – l'Inde, en particulier – a opéré une quasi-ellipse intellectuelle, tout en s'étendant sur la stratégie régionale d'ensemble des Etats-Unis dans les conflits afghans et pakistanais. En fait, dans les discours indiens sur l'Afghanistan, l'OTAN n'a pratiquement jamais figuré comme un sujet d'importance. Des impressions trompeuses, collectées en Asie du Sud auprès du monde stratégique, laissent penser que les Etats-Unis recherchent désespérément une « stratégie de sortie » en Afghanistan et qu'ils seraient sur le point de « se sauver » de l'Hindou-kouch.

Par conséquent, le sommet de l'Otan de Lisbonne, fin novembre, apparaît comme une révélation pour l'Asie du Sud. Au sein de l'espace transatlantique, les voix dissonantes qui mettaient en doute la raison d'être de l'alliance se sont complètement tues.

De même, les membres de l'alliance, de la vieille Europe comme les nouveaux venus, semblent avoir reconnu que l'OTAN a manœuvré avec succès à travers une phase transitoire et qu'elle a achevé son processus d'ajustement dans l'ère de l'après-guerre froide. Les divergences fondamentales sur les questions de la politique de l'alliance sont résolues.

Une structure mentale indemne

Il est assez évident que l'alliance est en cours de transformation en vue de jouer un rôle politico-militaire mondial et qu'elle est tournée vers l'avenir. Certes, dans cette période d'austérité européenne, il existe toujours un certain scepticisme qui demande à s'interroger

les ambitions de l'alliance. Mais il ne faudrait pas non plus surestimer les réductions budgétaires européennes relatives au déploiement militaire, ni les programmes rigoureux d'économie dans les budgets de défense. Aujourd'hui, l'Otan est de loin l'alliance militaire et politique la plus puissante du monde.

Les Etats-Unis ont toujours été le principal contributeur au budget de l'alliance – actuellement près de 75% – ainsi que sa « *puissance coercitive* ». Cependant, l'amplification perçue comme telle de la « *division* » entre les USA et l'Europe présente un scénario complexe au regard de l'évolution de l'alliance en tant qu'organisme de sécurité du 21^{ème} siècle.

Ainsi qu'Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire-général de l'OTAN, l'a souligné lors du sommet de Lisbonne, « *Les Etats-Unis chercheraient ailleurs un partenaire pour la sécurité* ». Pour les Etats-Unis, une sorte de « *division du travail* » dans les interventions internationales devient nécessaire. La guerre d'Irak a montré que cela est déjà en cours.

Les divers programmes de partenariat de l'Otan en Asie Centrale, ainsi que le Conseil de coopération du Golfe et des régions méditerranéennes, peuvent être vus comme une partie de cette approche d'ensemble, consistant à avoir recours à d'autres Etats ou groupes d'Etats pour promouvoir les intérêts euro-atlantiques au niveau mondial.

Pour ainsi dire, les « *concepts* » de puissance sont en expansion et l'Otan cherche des voies et des moyens pour éliminer les duplications indésirables afin de se coordonner plus efficacement. En tout cas, les lamentations sur un repli imminent de l'Otan de l'arène mondiale en tant qu'alliance militaire ont globalement pris fin à Lisbonne.

D'un autre côté, celles-ci ont cédé la place à une acceptation sans équivoque de la raison d'être immuable de l'alliance transatlantique et le rôle de leader qu'y jouent les USA – comme à la nécessité de rechercher activement des partenariats dans d'autres régions. Il est manifeste que les Etats-Unis, dans le domaine de la sécurité, continueront de donner la priorité à leur partenariat transatlantique et qu'ils ont l'intention de se servir de l'Otan comme de l'instrument clé leur permettant d'exercer leur influence au niveau mondial et d'empêcher l'émergence de tout siège de pouvoir indépendant qui contesterait sa prédominance.

Le circuit du Président Barack Obama en Asie méridionale, en novembre (juste avant que l'Otan ne se réunisse à Lisbonne), qui incluait un arrêt en Inde, en Indonésie et en Corée du Sud, ainsi que les déplacements intensifs de la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton qui a fait un tour complet, ces derniers mois, des membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et de la région Asie-Pacifique, ont indiqué que les Etats-Unis renforçaient les liens de défense dans cette région et qu'ils exploraient les fondements pour une future extension des partenariats de l'Otan dans cette partie du monde.

La portée de la stratégie américaine est assez claire. Pour citer l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine Albright, qui dirigeait le groupe de travail de l'Otan chargé de développer le nouveau concept stratégique adopté au sommet de Lisbonne, « *[L']alliance est une machine solide qui bénéficierait de nouveaux verrous et de nouveaux systèmes d'alarme* ».

Rasmussen a confirmé que l'objectif du sommet de Lisbonne était de « *s'assurer que l'Otan est plus efficace et plus efficiente* » que jamais auparavant. Il a ajouté : « *Plus efficace, parce que l'Otan investira dans les capacités clés, comme la défense antimissile, la défense cybernétique et le transport à grand rayon d'action. Plus engagée, parce que l'Otan s'étendra pour communiquer sur toute la planète avec nos partenaires, les pays et autres organisations. Et plus efficiente, parce qu'en même temps que nous "dégraissions le mammouth", nous investissons dans ses muscles* ».

Ces objectifs constituent le fondement du Nouveau Concept Stratégique, adopté à Lisbonne pour la décennie à venir. Alors que les objectifs étaient étayés, trois tâches ont été mises en avant : la défense collective, la gestion de crise globale et la sécurité coopérative. Le Concept Stratégique établit que « *Nous sommes fermement engagés à préserver l'efficacité [de l'Otan] en tant qu'alliance politique et militaire la plus prospère* ».

La tâche essentielle sera de défendre l'Europe et d'assurer la sécurité collective de ses 28 membres, tandis que le Concept Stratégique anticipe la prérogative de l'Otan de monter des opérations expéditionnaires au niveau mondial.

Ce document dit explicitement que « *Là où la prévention des conflits s'avère infructueuse, l'OTAN sera préparée et capable de gérer les hostilités en cours. L'Otan a des capacités uniques en matière de gestion de conflit, qui incluent la capacité hors pair de déployer de solides forces militaires sur le terrain et de les maintenir* ».

L'alliance a promis de renforcer et de moderniser ses forces conventionnelles et de développer tout l'éventail des capacités militaires. Elle restera une alliance nucléaire, tout en développant une capacité de défense antimissile. Le Concept Stratégique a réaffirmé que l'Otan forgera des partenariats au niveau mondial et réitéré son engagement à étendre la qualité de membre aux Etats démocratiques qui répondent aux critères de l'alliance.

Certes, l'implantation de l'alliance occidentale en Asie du Sud façonnera la géopolitique de cette région dans la période à venir et vice-versa.

Jusqu'à récemment, les conversations en Asie du Sud assumaient allègrement que l'Otan n'aurait aucun appétit pour les opérations lointaines et qu'elle recherchait désespérément une stratégie de sortie en Afghanistan. Au contraire, ce qui est apparu au sommet de Lisbonne est que la structure mentale de l'Otan ressort indemne de cette guerre sanglante et que les Etats-Unis pourraient sans doute réussir à atteindre un résultat politiquement acceptable pour l'engagement continu de l'Otan en Afghanistan (et au Pakistan).

« **Un partenariat solide et durable** » avec Kaboul

Plusieurs questions se posent alors que l'Otan se transforme en organisation de sécurité mondiale et qu'elle s'installe à long-terme dans la région de l'Asie du Sud. L'Otan sera-t-elle prête à se soumettre à la volonté collective de la communauté internationale telle qu'elle est représentée dans la charte de l'ONU ? Ou l'article 5 de sa propre charte (*une attaque armée contre l'un [des membres de l'Otan] plus en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque contre tous...*) continuera-t-il d'être le principe primordial ?

De très grandes incertitudes persistent quant à la sécurité régionale en Asie du Sud. Les questions de frontières, ainsi que les croyances et les ressentiments exprimés dans les catégories [de population] manichéennes, etc., saccagent l'environnement de sécurité dans la région.

L'alliance occidentale a une très grande expérience pour offrir une sécurité collective rassurante et encourager la réconciliation entre

les anciennes puissances Alliées et de l'Axe, comme le montre la fin de l'hostilité franco-allemande. L'Otan aspirera-t-elle à devenir la structure qui stabilisera la situation géopolitique hautement dangereuse et volatile dans la région de l'Asie du Sud ?

L'Otan revendique assurément sa prééminence en tant qu'organisation de sécurité mondiale, mais elle reste encore fidèle à ses amitiés transatlantiques, dans un cadre où la prépondérance de l'Europe (le monde occidental) dans la politique internationale est sur le déclin et où s'opère un déplacement du théâtre de l'activité politique et économique, depuis l'Atlantique Nord vers l'Asie.

Pour citer Zbigniew Brzezinski : « *Selon qu'ils 'progressent pacifiquement' (une Chine sûre d'elle-même), de façon agressive (une Russie impériale nostalgique) ou en fanfaronnant (une Inde assurée, malgré ses vulnérabilités intérieures multiethniques et religieuses), tous ces pays désirent un changement dans l'ordre hiérarchique mondial. La future conduite des relations entre ces trois puissances encore relativement prudemment révisionnistes intensifiera un peu plus l'incertitude stratégique.* »

Depuis son arrivée apparemment peu enthousiaste en Afghanistan, il y a sept ans, dans une opération « hors zone » faisant partie de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS) mandatée par l'Onu, avec un mandat limité, l'Otan, à sa propre initiative, est en train de sortir de la FIAS, en renforçant sa présence et en redéfinissant son rôle et ses activités sur une base à long-terme. La sécurité de l'Asie du Sud ne sera plus jamais la même.

Lors du sommet de Lisbonne, l'Otan et l'Afghanistan ont signé une déclaration de partenariat. L'Onu n'y figurait pas et son contenu est purement bilatéral. La portée principale de cette déclaration est d'affirmer leur « *partenariat à long-terme* » et de construire un « *partenariat solide et durable qui complète la mission de sécurité de la FIAS et la poursuit au-delà.* »

Cette déclaration reconnaît l'Afghanistan comme un « *partenaire important de l'Otan... contribuant à la sécurité régionale* ». Bref, l'Otan et l'Afghanistan « *renforceront leurs consultations sur les questions de préoccupation stratégique* » et développeront à cette occasion « *des mesures efficaces de coopération* » qui incluraient « *des mécanismes pour le dialogue politique et militaire... une liaison continue de l'Otan en Afghanistan... avec une compréhension commune que l'Otan n'a aucune ambition d'établir une présence militaire permanente en Afghanistan ou de se servir de sa présence en Afghanistan contre d'autres nations.* »

L'Otan et l'Afghanistan initieront une discussion en vue de trouver un accord sur le statut de ses forces dans les trois prochaines années. Cette déclaration prévoit également l'inclusion de « *pays non-membres de l'Otan* » dans cette structure de coopération. Le sommet de Lisbonne a essentiellement confirmé que la présence de l'Otan en Afghanistan se poursuivra, même au-delà de 2014, date qui correspondait au calendrier suggéré par le président afghan Hamid Karzai pour que Kaboul soit complètement en charge de sa sécurité du pays.

Le Président Obama a résumé que « *Notre but est que les Afghans aient repris le premier rôle en 2014 et, de la même manière que nous avons assuré la transition en Irak, nous aurons réussi la transition, de telle sorte que nous maintiendront toujours une fonction d'entraînement et de soutien.* »

L'Otan pourra prendre en charge des opérations de combat après 2014, si et quand le besoin se fera sentir. Ainsi qu'Obama l'a formulé tout ce qui arrivera d'ici 2014 est que « *l'empreinte de l'Otan en Afghanistan serait réduite de façon significative. Mais au-delà de cela il est difficile d'anticiper exactement ce qui sera nécessaire... Je prendrai cette décision lorsque je m'y rendrai.* »

Il est clair que les milliards de dollars qui ont été injectés ces derniers temps pour mettre à niveau les bases militaires de l'ère soviétique et pour construire de nouvelles bases militaires en Afghanistan, en particulier dans les régions frontalières de l'Asie Centrale et de l'Iran de Mazar-i-Sharif et de Herat, sont pris en compte.

Etablir le contact avec l'Inde

En tant que plus grande puissance d'Asie du Sud, l'Inde semble s'être discrètement préparée pour ce moment, faisant progressivement marche arrière par rapport à sa position traditionnelle réclamant un Afghanistan « *neutre* », libre de toute présence militaire étrangère. Bien sûr, le vrai problème pour le gouvernement indien est que la politique étrangère devrait être harmonisée de façon optimale avec les stratégies régionales des Etats-Unis. Par conséquent, tous les signes sont là que l'Inde, en tant que « *puissance régionale responsable* », ne considérera pas fondamentalement la présence militaire de l'Otan en termes à somme nulle.

Plusieurs considérations influenceront l'approche indienne dans la période à venir. D'abord, l'Inde bénéficie indirectement de la stratégie étasunienne dans « *la Grande Asie Centrale* », laquelle a pour objectif de rapprocher cette région de l'Asie du Sud en créant de nouveaux liens, surtout économiques.

Deuxièmement, l'Inde n'a pas de réflexion arrêtée concernant les programmes de partenariat de l'Otan en Asie Centrale – contrairement à la Russie ou à la Chine, qui nourrissent des inquiétudes à ce sujet. Au minimum, il n'y a aucun conflit d'intérêt entre l'Inde et l'Otan à cet égard. D'un autre côté, l'Inde verrait des avantages à ce que l'Otan travaille effectivement à une stratégie pour « *encercler* » la Chine en Asie Centrale. La base américaine de Manas, au Kirghizstan, l'installation d'une flotte d'AWACS (airborne warning and control system [système de détection et de commandement aéroporté]) en Afghanistan, etc., donnent déjà à l'alliance une certaine capacité pour contrôler les régions du Xinjiang et du Tibet, où la Chine a positionné ses missiles dirigés vers l'Inde.

Il n'est pas impossible que l'Otan, à une date ultérieure, déploie en Afghanistan des éléments du système américain de défense antimissile. Apparemment dirigé contre les « *Etats voyous* » voisins, ce système de défense antimissile défiera la capacité stratégique chinoise. Pendant ce temps, l'Inde développe aussi ses capacités de défense antimissile, et une coopération future avec les Etats-Unis dans ce domaine est tout à fait possible.

La position indienne établie jusqu'à présent a été de ne s'identifier à aucune alliance ou bloc militaire. Ceci dit, il est aussi important de noter que l'Inde bénéficie du statut d'observateur dans l'Organisation de la Coopération de Shanghai [OCS] est qu'elle cherche à en devenir membre. Jusqu'à présent, alors que les contacts entre l'Inde et l'Otan ont progressivement pris de l'ampleur, il y a eu une certaine dichotomie.

Les contacts avec l'Otan au niveau des institutions militaires indiennes ont été discrets, mais sont devenus une affaire régulière. Des délégations de l'Otan ont communiqué régulièrement avec des think tanks indiens, ainsi qu'avec la communauté de défense à Delhi. Il n'est pas surprenant qu'une grande partie de ces communications soit restée confinée hors de la vue du public, alors même que l'establishment indien continue de débiter au public son aversion traditionnelle vis-à-vis des alliances et des blocs militaires. Les hauts-fonctionnaires indiens ont fabriqué un nouvel idiome appelant à une architecture de sécurité « *inclusive* » pour l'Asie du Sud-Est, une sacrée rupture qui ouvre la porte, à un moment ou un autre, à l'inclusion d'entités extra-régionales telles que les Etats-Unis et l'Otan. L'Inde perçoit probablement une telle « inclusion » comme utile et nécessaire pour contrebalancer le profil de la Chine qui croît rapidement dans la région d'Asie du Sud.

L'Inde nourrit très certainement l'espoir que la présence de l'Otan en Afghanistan, dans l'immédiat, pourrait après tout ne pas être une mauvaise chose. Delhi considère la participation continue de l'Otan dans les conflits afghano-pakistanaïses comme un rempart contre la possibilité du retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan.

Aussi, il est utile pour l'Inde que l'alliance occidentale continue de s'approprier le paradigme (du point de vue indien) selon lequel la question centrale de la sécurité régionale en Asie du Sud est la politique de l'armée pakistanaïse, qui se sert des militants talibans pour engendrer une « *profondeur stratégique* » et qui conçoit le terrorisme comme un instrument de sa politique d'Etat.

L'Inde est parfaitement consciente que les sensibilités américaines au regard de ses intérêts sont en contradiction avec le besoin pressant des forces de l'Otan d'obtenir un soutien politique et militaire entier et réel de la part du Pakistan pour élaborer un règlement afghan qui puisse résister à la menace d'une prise de pouvoir par les Talibans à Kaboul.

Une fois encore, étant donné la rivalité entre l'Inde et la Chine, Delhi regarde avec appréhension les efforts déployés par les Américains pour engager un dialogue géopolitique avec la Chine sur la sécurité à long-terme du Pakistan. Pourtant, les Etats-Unis devraient logiquement percevoir l'intérêt d'éviter les troubles régionaux au Pakistan et ils devraient se réjouir du rôle constructif de la Chine qui contribue à stabiliser la situation au Pakistan.

Au cours de l'année à venir, la chose à observer sera tout changement de paradigme en direction d'une extension coopérative de l'Otan avec l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) conduite par Moscou. La Russie a cultivé assidûment un fil de pensée au sein de l'alliance, selon lequel un joint-venture avec l'OTSC dans le domaine de la sécurité pourrait promouvoir l'efficacité de l'Otan sur une base trans-régionale – et même la rendre optimale.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis sont restés catégoriques sur le fait de ne pas concéder à la Russie la revendication implicite d'une sphère d'influence dans l'espace post-soviétique. La réunion au sommet de l'OTSC, le 10 décembre, semble indiquer que Moscou avance la construction de son alliance, qui serait également une organisation de sécurité mondiale. Moscou semble avoir conclu que tout enrôlement par l'Otan – si cela devait se produire – d'une coopération avec l'OTSC dans le domaine explosif du problème afghan sera un processus prolongé – sans parler de la nécessité d'établir des liens officiels et directs.

Avec l'Inde, d'un autre côté, les Etats-Unis ont encouragé l'interopérabilité et discuté du potentiel de coopération pour répondre mutuellement aux menaces imprévues et développer une véritable coopération stratégique. L'incorporation massive de systèmes d'armement de fabrication américaine dans les forces armées indiennes, à laquelle on peut s'attendre dans la période à venir, accélère ces processus ; et, il est entièrement concevable qu'à un moment ou un autre l'Inde puisse surmonter ses soupçons persistants vis-à-vis de la domination occidentale et qu'elle établira des liens officiels avec l'Otan, dont la première étape, modeste, consisterait à former un conseil mixte.

Ce raisonnement à Delhi sera significativement influencé par tout déplacement prononcé vers l'Est du centre de gravité de l'Otan, en direction de la région Asie-Pacifique, et qui impliquerait les puissances d'Asie Orientale, en particulier la Chine.

Rassurer le Pakistan

La conviction à New Delhi est que les intérêts de l'Otan au regard des objectifs (militaires) afghans et pakistanaïses sont en fin de compte irréconciliables. Les Etats-Unis devront donc s'occuper au plus tôt de cette contradiction. L'Inde pourrait sous-estimer l'aspect crucial du rôle joué par le Pakistan dans la stratégie régionale des Etats-Unis.

Reste le fait que la géographie détermine que le Pakistan jouera toujours un rôle majeur pour assurer la stabilité en Afghanistan. L'Inde peut sans doute être maintenue hors de la résolution du conflit en Afghanistan, mais pas le Pakistan. Même les pays qui sont amicaux envers l'Inde – la Russie, la Turquie, l'Iran et le Tadjikistan – trouvent qu'il est politiquement avantageux de travailler avec le Pakistan. Et, à cette fin, ils sont prêts à accepter la « *condition préalable* » d'Islamabad de tenir l'Inde à distance.

En fait, l'Inde ne figure pas dans le moindre format régional impliquant la recherche d'un règlement politique en Afghanistan. Son implication est quasi-totalement déléguée à ses réflexions concertées avec les Etats-Unis.

Il existe toutes sortes de raisons pour lesquelles le rôle central du Pakistan dans la recherche d'une résolution de conflit en Afghanistan doit être reconnu. L'économie de subsistance afghane ne peut pas survivre aujourd'hui sans le commerce et les voies de transit que le Pakistan apporte.

Les élites politiques afghanes, en particulier les élites pachtounes, considèrent le Pakistan comme leur interlocuteur le plus important. Elles peuvent aller chercher l'Inde comme « contrepoids » si les Pakistanais devenaient trop envahissants ou trop belliqueux, mais, au bout du compte, ils ne peuvent faire autrement que de traiter avec le Pakistan.

Une fois encore, l'insurrection afghane est menée par les Pachtounes. Et les royaumes tribaux sur la frontière pakistano-afghane sont historiques. Près de trois millions de réfugiés afghans (pachtounes) vivent au Pakistan. Le Pakistan exerce une influence décisive sur tout un éventail de groupes résistants afghans – Quetta Shura, le réseau Haqqani, Hezb-i-Islami – et il maintient même des contacts étendus avec des groupes qui faisaient auparavant partie de l'Alliance du Nord et qui étaient les fers de lance de la résistance anti-Taliban, en particulier les dirigeants « moudjahidin » qui combattirent l'occupation soviétique, comme Sibghatullah Mojaddidi, Burhanuddin Rabbani, Rasul Sayyaf, et d'autres.

Il est inutile de dire que le noyau terroriste opérant dans cette région comprend des groupes pakistanais et que les services secrets pakistanais (Inter-Services Intelligence) continuent d'en protéger certains – et le Pakistan se prépare progressivement à admettre ouvertement qu'ils sont ses « *agents stratégiques* » à l'intérieur de l'Afghanistan afin de préserver ses intérêts à long-terme. Le Pakistan a investi lourdement en hommes et en matériel durant les deux dernières décennies pour obtenir une « *profondeur stratégique* » en Afghanistan et ce pays apparaît aujourd'hui absolument déterminé à influencer tout règlement en Afghanistan.

Par-dessus tout, l'Otan et les Etats-Unis dépendent lourdement des deux routes qui traversent le Pakistan – via la province de la Frontière du Nord-Ouest et le Baloutchistan – pour approvisionner les troupes en Afghanistan.

Les révélations de WikiLeaks ont montré que les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis ont été extrêmement complexes. D'un côté, les Etats-Unis exercent une énorme influence sur les élites pakistanaises, et les diplomates étasuniens interfèrent ouvertement dans les affaires intérieures pakistanaises – et les politiciens pakistanais recherchent sans réserve le soutien américain pour leurs magouilles. Mais d'un autre côté, tout indique la limite du pouvoir américain à Islamabad.

Le Pakistan a sûrement un don étrange pour s'accroupir et même défier les Etats-Unis lorsqu'il s'agit de sauvegarder ses préoccupations fondamentales et ses intérêts vitaux. Ceci étant dit, tandis que le Pakistan peut se comporter de façon exaspérante – pratiquant allègrement le double-langage et les fourberies – et qu'il montre par moment des signes de « mépris stratégique », c'est un pays également très pragmatique, soigneusement réglé sur les besoins essentiels des Etats-Unis au niveau opérationnel, à l'instar de la politique des attaques des drones américains dans les zones tribales l'atteste.

WikiLeaks a choisi deux exemples, au moins concernant les deux dernières années, lorsque l'armée pakistanaise a effectivement permis aux forces étasuniennes de conduire des opérations à l'intérieur du Pakistan, ignorant complètement le vif « anti-américanisme » qui balaye le pays et de façon assez contraire à sa position publique véhémement contre toute érosion de la sorte de la souveraineté pakistanaise et de son intégrité territoriale.

Le cœur du problème est que le Pakistan et les Etats-Unis sont tous deux fortement contraints de réconcilier leurs approches divergentes et de travailler en vue d'un règlement afghan. Le principal point de désaccord à l'heure actuelle incombe à la stratégie actuellement poursuivie par le chef militaire américain David Petraeus, qui espère humilier les résistants afin que les Américains puissent enfin être en position de force pour parler aux dirigeants talibans.

Là, le Pakistan a le dessus, puisque le temps travaille en sa faveur. Par conséquent, quelle que soit la situation, la probabilité de discordes américano-pakistanaises qui atteindraient un point critique est nulle.

Le produit fini de la guerre afghane

Cette réalité géopolitique est très liée au futur rôle de l'Otan en Afghanistan. La stratégie des Etats-Unis au sujet d'un règlement afghan visualise le futur rôle de l'Otan en tant que garante de la sécurité de la Route de la Soie, qui transporte la richesse minérale de l'Asie Centrale vers le marché mondial via le port pakistanais de Gwadar, et qui représente des milliards et des milliards de dollars. Bref, le Pakistan est un partenaire clé de l'Otan dans ce projet de Route de la Soie.

L'accord commercial et de transport afghano-pakistanais conclu en octobre était une étape historique et c'est uniquement le sens de l'urgence à Washington qui l'a rendu possible. Cela ressort comme l'héritage subtil de feu Richard Holbrooke. En effet, Holbrooke, un maillon essentiel de la diplomatie américaine dans la région, a recherché et obtenu la coopération tacite de l'Inde dans ces négociations qui ont conduit à un accord afghano-pakistanais, ce qui montre à quel point Delhi compte également sur Washington pour arrondir les angles des rapports triangulaires afghano-pakistano-indiens relatifs au commerce et aux questions de transit.

Sans aucun doute, le Pakistan est assuré de jouer un rôle clé dans la stratégie régionale des Etats-Unis, qui continueront d'injecter de l'argent étranger dans l'économie pakistanaise. L'armée pakistanaise accélérera de bon cœur les programmes existants de partenariat avec l'Otan et les revalorisera même. La ressuscitation du projet de la Route de la Soie, consistant à construire un pipeline pétrolier-gazier reliant le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde (le pipeline TAPI), devra être vu comme bien plus qu'un modèle de coopération régionale.

Ce pipeline signifie un progrès dans les vieux efforts occidentaux d'accéder à la fabuleuse richesse minérale de la Caspienne et de l'

région d'Asie Centrale. Washington a été le saint patron du concept TAPI depuis le début des années 90, lorsque les Talibans étaient conçus comme son aurore afghan. Ce concept est devenu moribond lorsque le régime taliban fut chassé du pouvoir à Kaboul.

A présent la roue est revenue à son départ avec la ressuscitation progressive du projet depuis 2005, courant en parallèle avec le retour fantastique des Talibans sur l'échiquier afghan. La mise en service proposée du TAPI coïncide avec le calendrier 2014 pour la fin de la « mission de combat » de l'Otan en Afghanistan. La « montée en puissance » [surge] des Etats-Unis se concentre sur les provinces de Helmand et de Kandahar, à travers lesquelles le pipeline devrait finir par passer. Quelle série étonnante de coïncidences !

Le Concept Stratégique de l'Otan, adopté lors du sommet de Washington en avril 1999, a souligné que les perturbations des ressources vitales pourraient impacter les intérêts de l'alliance en matière de sécurité. Depuis lors, l'Otan a délibéré sur son rôle dans la sécurité énergétique, le clarifiant à la lumière des réalités politiques et stratégiques mondiales changeantes.

Le sommet de l'alliance à Bucarest en avril 2008 a délibéré sur un rapport intitulé « *Le Rôle de l'Otan dans la Sécurité Énergétique* » lequel a identifié les principes directeurs, de même que les options et les recommandations, pour des activités supplémentaires. Ce rapport a spécifiquement identifié cinq domaines où l'Otan peut jouer un rôle. Ils comprennent : l'information et le partage et la fusion des services de renseignements ; la projection de la stabilité ; l'avancement de la coopération internationale et régionale ; le soutien à la gestion des conséquences ; et, le soutien à la protection de l'infrastructure vitale.

L'alliance conduit déjà des projets qui se focalisent sur le Sud Caucase et la Turquie – le pipeline de brut Bakou-Ceyhan et le pipeline de gaz naturel Bakou-Ezrurum. En août de cette année, une nouvelle division a été créée au sein de l'état-major de l'Otan pour s'occuper exclusivement des « défis et des risques non traditionnels », incluant la sécurité énergétique, le terrorisme et autres.

Sur la carte, le pipeline TAPI montre de façon trompeuse que l'Inde serait sa destination finale. Toutefois, ce qui est négligé est que cette route peut facilement être étendue au port pakistanaise de Gwadar et reliée aux marchés européens, ce qui est son objectif ultime.

Il incombe à chacun des pays de transit de sécuriser ce pipeline. Une partie du tronçon afghan sera enfouie dans le sol pour se prémunir des attaques, et les communautés locales seront payées pour en assurer la garde. Mais alors, il va sans dire que Kaboul s'attendra à ce que l'Otan fournisse la couverture de sécurité, laquelle, en échange, nécessitera une présence militaire occidentale à long-terme en Afghanistan.

En somme, TAPI est le produit fini de l'invasion US de l'Afghanistan. Il consolide la présence militaire et politique de l'Otan dans le haut-plateau stratégique qui surplombe la Russie, l'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Chine. TAPI apporte un cadre parfait pour la future projection de la puissance militaire de l'alliance pour la « gestion de crise » en Asie Centrale.

Par M. K. Bhadrakumar

Asia Times Online, le 2 janvier 2011

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Soviétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et la Turquie.

article original : "NATO weaves South Asian web"

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/OTAN_Lisbonne_Afghanistan_Pakistan_Inde_020111

http://atimes.com/atimes/South_Asia/LL23Df05.html

Traduction : JFG-QuestionsCritiques. All rights reserved

3-2 Rick Rozoff : Aux quatre points cardinaux: le Canada mène les affrontements de l'OTAN avec la Russie dans le Nord.

Continuant le modèle des hauts responsables fédéraux canadiens durant l'année écoulée consistant en des déclarations fermes et bravaches visant la Russie au sujet de l'Arctique, le 1er août, le ministre de la Défense Peter MacKay a été paraphrasé comme "avertissant la Russie que les chasseurs Canuck décolleront pour accueillir tout appareil non autorisé", ce qu'une agence de presse canadienne bien en cour formulait moins délicatement en tonnant que " les avions de chasse canadiens décolleraient pour "accueillir tout appareil russe "approchant " l'espace aérien du Canada." [1]

MacKay a dit que « nous allons protéger notre territoire souverain » [2] bien que de façon transparente le message ait été dirigé exclusivement contre la Russie, qui ne compromet d'aucune manière la souveraineté et l'intégrité territoriale du Canada, et non contre les États-Unis, qui le font.

Dans un autre compte-rendu des commentaires de MacKay, indiquant cette fois qu'il parlait en réponse à un rapport selon lequel la Russie envisage de déposer un petit détachement de parachutistes dans presque un an sur une partie de l'Arctique, sur laquelle il est reconnu internationalement qu'elle a des droits, le chef de la défense a été cité comme disant « Nous avons fait décoller les jets F-16 dans le passé, et ils seront toujours là pour les recevoir. » [3]

Il semble avoir saisi ce qui passe à Ottawa pour une fleur de rhétorique du contexte erroné, cependant, celui de " protéger l'espace aérien canadien" des bombardiers à long rayon d'action russes volant dans l'espace aérien international d'une manière qui ne viole ni le territoire du Canada. ni aucun traité ni loi. Pourtant le même rapport reconnaît que "MacKay a dit qu'il n'y a pas eu d'intrusion récente

de bombardiers russes". [4]

Le dernier moulinet de sabre de MacKay est pleinement conforme à une série de diatribes comparables émanant du trio du premier ministre et des ministres de la défense et des affaires étrangères du Canada revenant une année après la guerre de cinq jours entre Géorgie et la Russie, de façon assez révélatrice.

En août dernier le premier ministre Stephen Harper a accusé la Russie de revenir à une "mentalité de l'ère soviétique" et le mois d'août MacKay a continué avec " Quand nous voyons un Bear russe [Tupolev Tu-95] approcher l'espace aérien canadien espace, nous l'accueillons avec un F-18. " On est aujourd'hui à presque un an du ministre de la défense du Canada menaçant la Russie avec les F-18, chasseurs polyvalents produits par la Boeing basée à Chicago. MacKay brandissant les avions de guerre US est conforme aux circonstances comme il est également le reflet et le représentant des visées des USA et de l'OTAN sur l'Arctique et contre les revendications et les intérêts russes dans cette région.

En février Barack Obama a effectué sa première visite en dehors des États-Unis en tant que président du pays, en allant voir Ottawa voir le premier ministre Harper. Le gouvernement de ce dernier a choisi cette occasion pour mettre en scène une machination qui dans une situation plus grave aurait signifié un départ en guerre ou qui pourrait en avoir précipité une. Le Canada a fait décoller des avions de guerre au dessus de l'océan Arctique pour intercepter et faire retourner des bombardiers russes engagés dans ce qu'ont été depuis 20 ans des vols de routine dans un espace aérien neutre.

Avec la présence du président américain nouvellement inauguré pour garantir le maximum d'attention des médias du monde, a dit le premier ministre canadien, " Nous défendons notre espace aérien, nous avons également des obligations de défense continentale avec les États-Unis. Nous remplissons ces obligations pour défendre notre espace aérien continental et nous défendons notre souveraineté. Si nous répondons chaque fois les Russes feront tout type d'intrusion sur la souveraineté dans l'Arctique du Canada". [5]

Les avions russes en question n'ont en aucune manière fait intrusion dans l'espace aérien canadien et de ce fait n'ont pas menacé la "souveraineté" de la nation.

Que Harper ait souligné les "obligations de la défense continentale avec les États-Unis" en référence à la visite du président des USA et certaine "menace" fantastique posée par un bombardier russe à plusieurs milliers kilomètres de la capitale canadienne où Obama à ce moment-là était peut-être destiné à la fois à prouver les mérites d'Ottawa à son voisin du sud - après tout, Harper et MacKay prenaient la posture d'avoir sauvé le chef d'état américain d'un raid de bombardement fictif russe - et à démontrer que " la défense continentale" est une affaire réciproque qu'appuie la superpuissance mondiale lors de toute future confrontation avec la Russie.

Le troisième membre du triumvirat belliqueux du Canada, le ministre des affaires étrangères Lawrence Cannon, qui, en s'adressant à la Russie en mars, a déclaré "Soyons tout à fait clairs ici. Le Canada ne se laissera pas intimider," à la fin du mois de juin s'est référé au Canada en tant que "superpuissance" à la fois arctique et énergétique.

Un service d'information par fil canadien de l'époque a écrit "En minimisant la récente "chevauchée" de la Russie pour une place dans la ruée du pétrole polaire émergent, le ministre des affaires étrangères Lawrence Cannon a déclaré que le Canada était une «superpuissance arctique. » " [6]

Bien que les rapports de nouvelles occidentaux tentent de dépeindre la concurrence accrue pour l'énergie de l'Arctique et les itinéraires de ressources et de transport comme un concours à cinq entre les nations qui ont des revendications solides sur la région – États-Unis, Canada, Russie, Danemark et Norvège – toutes sauf la Russie sont membres de l'OTAN et obligées en vertu de l'article 5 du bloc de fournir une assistance militaire à tout membre qui la demande. La Grande-Bretagne, la Finlande et la Suède, ces deux dernières étant rapidement draguées dans une complète intégration de l'OTAN, ont également rejoint la bagarre de l'Arctique. La Norvège a récemment déménagé son quartier général de commandement opérationnel dans le Cercle Arctique et le Danemark a annoncé des plans visant à établir un Commandement Arctique tous services, une force de réaction arctique et un renforcement militaire à la base aérienne de Thulé au Groenland, à partager avec ses alliés de l'OTAN.

« Avec le Danemark qui devient la dernière nation à révéler de grands plans pour affûter ses capacités militaires arctiques, l'accumulation mondiale des outils de la guerre nordique a rendu soucieux les experts préoccupés par un risque accru de conflit". [7]

L'année dernière la Norvège a acheté 48 chasseurs Lockheed F-35 "en raison de leur aptitude à des patrouilles dans l'Arctique. En mars, ce pays a effectué un très important exercice de pratique militaire de l'Arctique impliquant 7 000 soldats de 13 pays dans lequel un pays fictif appelé Northland s'est emparé des plateformes pétrolières offshore.

« Les manœuvres ont déclenché une protestation de la Russie -qui a protesté à nouveau en Juin après que la Suède ait tenu son plus grand exercice militaire du Nord depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Environ 12 000 soldats, 50 avions et plusieurs navires de guerre ont participé. » [8]

Ce qui précède suit de près les menées du secrétaire général de l'OTAN et des hauts commandants militaires réunis en Islande les 28 et 29 janvier de cette année pour procéder à un séminaire sur les perspectives de la sécurité dans le Grand Nord, dans lequel le chef de l'OTAN du moment. Jaan de Hoon Scheffer. a déclaré :

“ Le Grand Nord va nécessiter encore plus d'attention de la part de l'Alliance dans les années à venir.

“ Comme la calotte glaciaire diminue, la possibilité augmente d'extraction des richesses en minéraux et des gisements énergétiques du Grand Nord.

“ A notre sommet de Bucarest de l'an dernier, nous avons convenu de quelques principes directeurs pour le rôle de l'OTAN dans la sécurité de l'énergie....” [9]

La réunion de l'OTAN, qui, pour la première fois a ciblé explicitement le Cercle Arctique comme une zone d'opérations pour l'Alliance s'est tenue dix-sept jours après que l'administration Bush sortante ait émis la Directive Présidentielle de Sécurité Nationale 66 qui comportait l'affirmation que "les États-Unis ont des intérêts vastes et fondamentaux de sécurité nationale dans la région arctique.... Ces intérêts incluent des questions telles que la défense anti-missiles et l'alerte avancée ; le déploiement des systèmes mer et air pour le transport maritime stratégique, la dissuasion stratégique, la présence maritime et les opérations de sécurité maritime ; et la garantie de la liberté de navigation et survol. [10]

La Directive de Sécurité Nationale conteste ouvertement l'affirmation du Canada que le Passage Nord-Ouest, qui, en raison de la fonte de la calotte glaciaire polaire, est maintenant entièrement navigable pour la première fois dans l'histoire connue, est son territoire exclusif et appelle à l'internationalisation de la voie navigable stratégique.

Si la souveraineté du Canada et l'intégrité territoriale sont menacées par quelque nation, cette nation-là est les États-Unis et non la Russie.

Avec la possibilité que les Libéraux de l'opposition du Canada réclament un vote de non-confiance au Parlement le mois prochain et déclenchent une élection subite, le premier ministre en place intensifie le thème du "renforcement de la souveraineté du Canada dans l'Arctique oriental" et assistera aux exercices militaires annuels dans l'Arctique de ce mois-ci, l'Opération Nanook, aux côtés du ministre de la défense MacKay et du chef d'état-major de la défense Walter Natynczyk.

Afin "de voir de près ce mois-ci les efforts du Canada pour renforcer sa présence militaire dans l'Arctique," Harper sera amené par hélicoptère aux exercices d'un mois et déposé sur la frégate HMCS Toronto de même que pour sa visite du sous-marin HMCS Charlottetown.

"Les fonctionnaires gouvernementaux ont annoncé les détails de la tournée du 17 au 21 août de Harper, au milieu de la montée des tensions avec la Russie sur les réclamations territoriales arctiques. » [11].

Cette année l'Opération Nanook sera une opération de grande envergure avec la participation de l'armée, de la marine et de l'armée de l'air canadiennes, et des forces spéciales engagées pour la première fois. Les exercices comprendront le débarquement amphibie d'un Groupe Compagnie de la Réserve Arctique, des exercices anti-sous-marins, des opérations de soutien aérien et un exercice d'accident de masse. [12]

Rappelant à nouveau que les États-Unis sont le rival principal du Canada pour le contrôle du passage Nord-Ouest, en fin juillet, le département d'État des USA a révélé « Aux États-Unis et au Canada débutera en août une expédition commune de 42 jours dans l'Arctique pour examiner le plateau continental dans l'Arctique" et que "La mission, programmée du 6 août au 16 septembre, poursuit la collaboration dans la collecte des données du plateau continental étendu dans l'Arctique, collecte commencée au cours de l'examen commun de l'été dernier, avec des projets pour davantage de coopération en 2010. » [13]

Fin juin, lorsque le ministre Cannon a vanté les mérites du Canada en tant que superpuissance arctique, il a révélé par défaut quelle nation était ciblée par son pays et ses alliés de l'OTAN lorsqu'il a salué "les avantages des recherches conjointes avec les scientifiques américains dans les eaux proches de la frontière Yukon-Alaska et avec les scientifiques danois près du Groenland.... Sur l'épineuse question de qui détient le passage du Nord-Ouest - l'itinéraire à travers l'Archipel Arctique que le Canada considère comme ses "eaux territoriales" , Cannon a dit qu'il n'existe actuellement aucun plan pour tenter de dissuader les États-Unis de leur point de vue que l'itinéraire est un 'détroit international ' au-delà de tout contrôle d'un seul pays ". [14]

La dernière phrase dissipe toute considération sérieuse des revendications d'Ottawa concernant la souveraineté et les droits territoriaux.

Avec le Canada en train de budgétiser des centaines de millions de dollars pour construire un centre d'entraînement militaire arctique à Resolute Bay, pour de "nouveaux navires de guerre et une nouvelle infrastructure militaire dans le Nord et...sa propre unité consacrée à l'Arctique basée à Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest,"[15] le programme de surveillance par satellite Polar EPSILON et les drones aériens avancés dans l'Arctique, son partenaire américain a complété ses efforts.

Mi-juillet le commandant de l'US Air Force, le lieutenant général Dana Atkins a parlé de "l'importance d'avoir une forte présence militaire dans l'Arctique et de la réaction militaire devant la continuation des vols côtiers de la Force Aérienne Russe".

Expliquant quels sont les véritables objectifs des États-Unis et de l'OTAN dans la région, il a ajouté " l'Arctique deviendra de plus en plus important stratégiquement dans l'avenir, non seulement en raison de la valeur estimée à des trillions de dollars de pétrole et de gaz naturel inexploités sous sa surface. mais aussi en raison des occasions en croissance pour des expéditions maritimes dans la zone. "

qui pourrait permettre "à un navire de voyager de l'Asie à l'Europe pour diminuer de moitié ses frais en passant par cet itinéraire plutôt que via le canal de Panama". [16]

Atkins a préconisé un port en eau profonde sur le versant nord (qui borde l'Arctique) qui était "nécessaire pour mieux défendre la région." [17]

Également au milieu du mois dernier le Pentagone a tenu ses manœuvres de guerre Northern Edge [[(bordure nordique)] en Alaska "situé entre la Russie et le Canada et à l'intérieur d'une bonne partie du Cercle Arctique, "avec plus de 9 000 soldats, des navires et des avions de guerre.

"L'Air Force, la Navy, l'Armée, le Corps des Marines et le personnel de la Garde Côtière ont participé avec des avions en combat aérien simulé, souvent volant au-dessus de la vitesse du son, une restriction trouvée presque partout ailleurs aux États-Unis.

« Les navires de guerre et les forces terrestres se sont aussi synchronisés avec l'aviation en créant une grande force combinée". [18]

Pour démontrer qu'un état est beaucoup plus que la plus grande partie des réserves inexploitées de pétrole et de gaz naturel et que de nouvelles routes internationales d'expédition commerciale, tandis que les exercices militaires U.S. ont été menés en Alaska, la Russie a organisé des exercices à grande échelle de sous-marins nucléaires sous la calotte glaciaire arctique, exercices qui comprenaient " le déploiement de plusieurs sous-marins nucléaires d'attaque ... dans la zone de lancement pour assurer la sécurité à ... deux sous-marins stratégiques" lançant des missiles balistiques et qui ont aidé ces derniers à éviter d'être détectés par les défenses US. [19]

" Une source de renseignements russe a précédemment dit que la région autour du Nord Pôle est l'endroit parfait pour des lancements de missiles balistiques parce qu'elle permet aux sous-marins d'arriver sans être détectés dans une zone désignée et de raccourcir le temps de vol des missiles jusqu'à leurs cibles. » [20]

La Russie est la seule nation dans le monde ayant une triade nucléaire - bombardiers stratégiques, missiles balistiques terrestres à longue portée et missiles balistiques lancés par sous-marins - capables de se défendre contre une première attaque nucléaire venant des États-Unis et leurs alliés.

Une description en ligne standard de la nécessité d'un tel système dit, "le but d'avoir une capacité nucléaire à trois branches est de réduire considérablement la possibilité qu'un ennemi détruise l'ensemble des forces nucléaires d'un pays dans une frappe de première attaque ; ceci, à son tour, garantit la menace crédible d'une seconde frappe et augmente ainsi la dissuasion nucléaire de la nation. [21]

Avec le développement d'un système international de missiles intercepteurs, pour ne rien dire de la militarisation de l'espace, les États-Unis et leurs alliés militaires de l'OTAN et ce qu'on est amené à appeler l'OTAN asiatique sont en train de déployer des missiles intercepteurs et des bases de radar en République tchèque, en Pologne, en Norvège, en Grande-Bretagne, en Alaska (y compris les îles Aléoutiennes), au Japon, en Australie et partout ailleurs où cela pourrait rendre inutiles la dissuasion nucléaire et les capacités de représailles russes - et chinoises - et par conséquent préparer le terrain pour le lancement d'une première frappe nucléaire qui serait lancée avec une impunité présumée.

Le Cercle arctique est l'endroit où la Russie est en train de concentrer sa dernière ligne de défense contre une telle menace. Si les États-Unis et l'OTAN, utilisant le Canada comme leur avant-garde, affrontent et expulsent la Russie de l'Arctique, la possibilité d'un changement de stratégie nucléaire et d'attaques non-provoquées augmente de façon exponentielle.

Le rôle assigné au Canada est de servir soit d'appât dans un piège soit d'agent provocateur pour déclencher une confrontation avec la Russie à laquelle les États-Unis et l'OTAN, les premiers par les accords bilatéraux de la défense et la seconde par le biais de la clause d'assistance militaire mutuelle de l'article 5 de l'Alliance, auraient à répondre.

Le Canada, avec une population de 33 millions d'habitants, serait alors être présenté comme un victime petite et sans défense de "l'impérialisme russe" renaissant, beaucoup comme avec l'Estonie et la Géorgie respectivement sur la Baltique et sur la mer Noire.

Après être revenu de ses visites en Ukraine et en Géorgie, toutes deux bordant la Russie et toutes deux promues par les États-Unis à l'adhésion complète à l'OTAN, le mois dernier le vice président Joseph Biden a donné une interview au Wall Street Journal dans laquelle il a dit de la Russie que "C'est une chose très difficile à traiter que la perte d'un empire"- ceci venant du commandant en second de la superpuissance phare du monde avec des centaines de milliers de soldats autour et des centaines de bases militaires parsemant la planète.

Il a continué en prévoyant ce qui pourrait avoir été repris mot pour mot du livre de 1999 Le Grand Echiquier de Zbigniew Brzezinski. La primauté américaine et ses impératifs géostratégiques, et son affirmation que la Russie, "une entité politique artificielle " était vouée à la fragmentation et à une extinction éventuelle.

« Ils ont une base de population qui rétrécit, ils ont une économie qui se fane, ils ont un secteur et une structure bancaires qui ne semblent pas être en mesure de résister au cours des 15 prochaines années, ils sont dans une situation où le monde évolue avant eux ils sont en train de s'accrocher à quelque chose du passé qui n'est pas durable. »

« Ce pays, la Russie, est dans une circonstance très différente de celle de n'importe quel moment au cours des 40 dernières années, et plus. » [22]

Le soutien de Biden pour les dirigeants des « révolutions en couleur » de l'Ukraine et de Géorgie- l'un, Mikhaïl Saakashvili, un ancien résident U.S et l'autre, Viktor Iouchtchenko, marié à une personne née à Chicago et ancien fonctionnaire de Reagan et de George H.W.Bush - s'intègre agréablement dans ce scénario. Il a demandé que les soldats de maintien de la paix russes soient retirés de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et a décrété que la Russie n'aurait aucune "sphère d'influence" dans l'ancienne Union soviétique, ce qui veut dire dans l'histoire de la Russie. Les quatorze anciennes Républiques Soviétiques aux côtés de la Russie sont désignées par U.S. A et l'OTAN comme étant leur territoire privé.

« Alors que nous rétablissons les relations avec la Russie, nous réaffirmons notre engagement pour une Ukraine indépendante et nous ne reconnaissons aucune sphère d'influence ni aucune capacité de toute autre nation à opposer son veto au choix fait par une nation indépendante » a déclaré Biden dans la capitale ukrainienne de Kiev. [23]

Les choix qu'il mentionnait incluent -en fait sont centrés sur- l'intégration et l'adhésion à l'OTAN, dont les urnes montrent que 80 % d'Ukrainiens leur sont opposés.

Biden a été la première personnalité officielle américaine majeure à visiter la Géorgie après la dernière attaque géorgienne d'août dernier contre l'Ossétie du Sud et du conflit armé de cinq jours entre la Géorgie et la Russie. Alors que là il a promis 1 milliard de dollars d'aide après-guerre et préparé le terrain pour la Charte États-Unis -Géorgie sur le Partenariat Stratégique qui a été officialisée en décembre dernier.

En réponse à sa plus récente visite le ministère des affaires étrangères d'Abkhazie a publié une déclaration disant que "En ce moment les États-Unis utilisent Saakashvili comme un instrument pour menacer la sécurité du Caucase" et "Le gouvernement géorgien continue son processus de militarisation et est en train d'élaborer des plans pour une intrusion militaire revancharde dans des territoires qui n'appartiennent pas à la Géorgie". [24]

L'Ossétie du Sud a signalé la reprise du bombardement par la Géorgie de sa capitale et d'autres parties de son territoire peu après le départ de Biden de Tbilissi et le 3 août le président de l'Ossétie Edouard Kokoïty a annoncé que les troupes russes dans son pays commencent des manœuvres préventives. [25]

Le même jour le ministère de la défense russe a publié une déclaration disant « En cas de nouvelles mesures provocatrices [de part de la Géorgie] menaçant la population de la république et le contingent militaire russe stationné en Sud Ossétie, le ministère de la défense russe se réserve le droit d'utiliser tous les moyens et ressources disponibles pour protéger les citoyens de la République d'Ossétie du Sud et les militaires russes. [26]

Le 4 août la Russie a placé ses troupes d'Ossétie du Sud sur pleine alerte de combat trois jours avant la date du premier anniversaire du début de l'agression par la Géorgie le 7 août 2008.

Dans l'Azerbaïdjan voisin, qui borde la Russie et la mer Caspienne, il a été annoncé le 1er août que "les spécialistes des Forces navales des États-Unis effectueront des exercices à Bakou pour les Forces Spéciales de la Marine Azerbaïdjanaise" et effectueront " des exercices [qui] auront lieu du 15 août au 5 septembre conformément à un plan de coopération bilatérale convenu entre les deux pays". [27]

En déplaçant l'infrastructure militaire des USA et de l'OTAN en Ukraine avec ses 2300 kilomètres de frontières avec la Russie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan feraient manifestement progresser l'encerclement de la Russie déjà en cours dans la Mer de Barents, la Mer Baltique, la Mer Noire et la Mer Caspienne .

Dans la région baltique les avions de guerre de l'OTAN ont mené des patrouilles continues à quelques minutes de vol de la deuxième plus grande ville de la Russie, Saint-Petersbourg, depuis 2004 et que l'Alliance a ouvert un centre de guerre cybernétique en Estonie l'an dernier.

Le mois dernier le Parlement britannique a émis un rapport qui a appelé à "de robustes plans d'urgence qui couvrent l'éventualité d'une attaque sur les états membres baltes et qui ont mis au point une réponse militaire planifiée de l'OTAN. [28]

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, comme la Géorgie et le Canada, sont devenus les points de ralliement pour les grandes puissances militaires occidentales en apportant la totalité de la puissance militaire de l'OTAN contre la Russie sur ses frontières ouest, sud et nord.

Vers l'est de la Russie, en même temps que les parlementaires britanniques étaient en train de tracer des plans pour que l'OTAN invoque sa prestation de guerre prévue article 5 dans la région de la mer Baltique région, leurs homologues japonais ont adopté une résolution reconnaissant officiellement les quatre Îles Kouriles du Pacifique Nord, cédées à la Russie après la seconde guerre mondiale, comme "territoire historique" japonais.

Un analyste russe a dit en réponse à la mesure :

« Les Îles Kouriles sont la région stratégique pour les sous-marins nucléaires russes faisant route de leurs bases de l'intérieur vers l'océan Pacifique.

« Si Russie donne certaines îles au Japon, cela va créer immédiatement un précédent pour que le Japon demande Sakhaline et d'autres îles de la ceinture des Kouriles jusqu'au Kamchatka. » [29]

Avec ses sous-marins nucléaires délogés des océans Pacifique et Arctique, Russie serait un objectif encore plus tentant pour une première frappe conventionnelle ou nucléaire.

Le rôle du Canada est de mener la confrontation avec la Russie dans l'Arctique. S'il réussit, intentionnellement ou par accident, à provoquer un incident avec ses F-18 fournis par les U.S.A. au-dessus des eaux arctiques et si cette rencontre escalade en une crise grave, les États-Unis et l'OTAN sont prêts à le soutenir.

Notes

- 1) Canwest News Service, August 1, 2009
- 2) Ibid
- 3) Associated Press, August 1, 2009
- 4) Ibid
- 5) Canadian Broadcasting Corporation, February 27, 2009
- 6) Canwest News Service, June 28, 2009
- 7) Canadian Press, July 26, 2009
- 8) Canadian Press, July 26, 2009
- 9) NATO International, January 29, 2009
- 10) National Security Presidential Directive 66, January 12, 2009
<http://www.fas.org/irp/offdocs/nspd/nspd-66.htm>
- 11) Canadian Press, August 1, 2009
- 12) National Defence and the Canadian Forces, July 10, 2009
- 13) Russian Information Agency Novosti, July 23, 2009
- 14) Canwest News Service, June 28, 2009
- 15) Canadian Press, July 26, 2009
- 16) Fairbanks Daily News-Miner, July 15, 2009
- 17) Ibid
- 18) The Evening Times, July 17, 2009
- 19) Russian Information Agency Novosti, July 15, 2009
- 20) Ibid
- 21) Wikipedia
- 22) Wall Street Journal, July 25, 2009
- 23) Azeri Press Agency, July 23, 2009
- 24) The Messenger (Georgia), July 29, 2009
- 25) Interfax, August 3, 2009
- 26) Ibid
- 27) Azeri Press Agency, August 1, 2009
- 28) Reuters, July 10, 2009
- 29) Russia Today, July 9, 2009

Article original en anglais, [Arctic: Canada Leads NATO Confrontation With Russia](#), publié le 5 août 2009.
Traduction André Comte.

Rick Rozoff est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de Rick Rozoff publiés par Mondialisation.ca](#)
<http://www.mondialisation.ca:80/index.php?context=va&aid=14702>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19